FAIRE

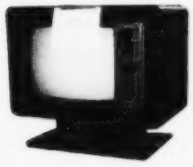
avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

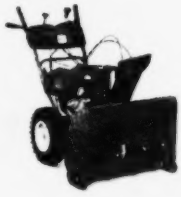
Automne 2008

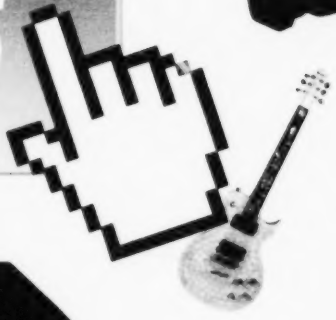
ENCHÈRES EN DIRECT :

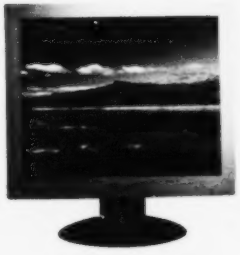
LA MÉTHODE D'AVENIR POUR SE DÉPARTIR DES BIENS EXCÉDENTAIRES DU GOUVERNEMENT

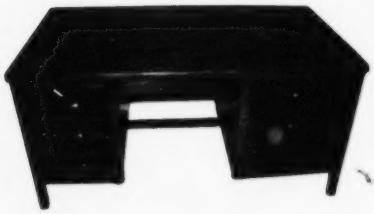
Page 7

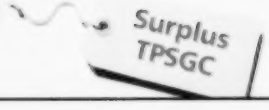












ACHATS ÉCOLOGIQUES

Page 6

ÇA BRASSE SUR LA COLLINE DU PARLEMENT

Page 10

LA FORMATION DES TRADUCTEURS

Page 12

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Public Works and Government Services Canada

Canada

Le Pavillon du Canada présent à GLOBE 2008

PAGE 9

TPSGC

TPSGC

TPSGC

Construire un meilleur laboratoire

Le Réseau national des experts en laboratoire possède le savoir-faire pour construire des laboratoires spécialisés, même à l'étranger. 4

Ça brasse sur la Colline du Parlement

Des tests permettraient de prédire les conséquences d'un puissant tremblement de terre sur les édifices de la Colline du Parlement. 10

FA Express

Des nouvelles activités, des nouveaux outils et des nouveaux services de TPSGC. Les derniers faits saillants dont une nouvelle vision et une nouvelle mission et la possibilité de ne plus imprimer le Relevé de pensions et d'avantages sociaux. 3

Nouveau laboratoire, nouvelles possibilités

Grâce à un laboratoire ultramoderne, les interprètes du Bureau de la traduction reçoivent une des meilleures formations au monde. 12

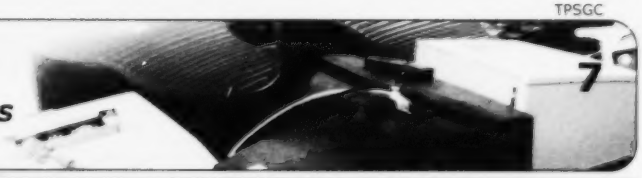
Une solution écologique dans laquelle investir

TPSGC est pleinement en mesure d'aider l'ensemble des ministères et organismes à adopter des pratiques d'achats plus écologiques. 6

Sur la couverture

TPSGC

ENCHÈRES EN DIRECT :
LA MÉTHODE D'AVENIR POUR SE DÉPARTIR DES BIENS EXCÉDENTAIRES DU GOUVERNEMENT



Faire affaire, le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), appuie le rôle de fournisseur de services communs du Ministère en informant les ministères et les organismes du gouvernement du Canada, la population canadienne et toutes les autres parties intéressées sur les services, les activités, les initiatives et les projets intéressants et novateurs de TPSGC. Rédigé, conçu et publié une fois par trimestre par le Secteur des communications, il est aussi accessible en direct à l'adresse suivante : www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/bulletin/fa-db/nm-ci-fra.html.

Si vous souhaitez recevoir ***Faire affaire*** régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie ou présentez une demande d'abonnement par Internet en consultant la page Web suivante : www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/bulletin/fa-db/cn-cu-fra.html#abonnezvous.

Faire affaire vous invite à exprimer vos commentaires et vos suggestions d'articles en vous adressant à :

Lisa Pridmore Barreca, rédactrice, ***Faire affaire***, Secteur des communications, TPSGC, Portage III, 16A1, 11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5. Télécopieur : 819-956-0573. Courriel : questions@tpsgc.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2008) ISSN 1201-7450

FA EXPRESS

Faire affaire express est un bulletin électronique conçu pour vous tenir au courant des nouvelles activités, des nouveaux outils et des nouveaux services de TPSGC. Pour recevoir le bulletin *Faire affaire express*, envoyez votre nom et votre adresse de courriel à **question@tpsgc.gc.ca**

Voici quelques faits saillants des numéros récents :

Qui nous sommes : notre vision et notre mission

Des énoncés de vision et de mission clairs et convaincants peuvent jouer un rôle clé dans la réussite d'une organisation, car ils assurent une compréhension commune de la raison d'être, des activités et des objectifs de cette organisation. Ainsi, tous les intervenants travaillent dans un même but.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a élaboré de nouveaux énoncés de vision et de mission pour nous aider dans notre prestation quotidienne de services au gouvernement du Canada et à la population canadienne.

La vision : Exceller dans les opérations gouvernementales.

La mission : Offrir des services et des programmes de première qualité adaptés aux besoins des organismes fédéraux et assurer une saine intendance au profit de la population canadienne.

Les nouveaux énoncés mettent en relief notre rôle essentiel en tant que fournisseur de services de qualité à l'intention d'autres ministères et organismes fédéraux, ainsi que notre responsabilité tout aussi importante qui consiste à assurer une saine gestion de l'argent des contribuables canadiens.

En plus de nos valeurs ministérielles, soit le leadership, l'excellence, le respect et l'intégrité, ces énoncés donnent une vue d'ensemble de notre ministère, de nos employés et du travail que nous faisons.

Pour en savoir davantage sur la vision et la mission de TPSGC, consultez le **www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/apropos-about/prps-bt-fra.html**

Choisissez de ne plus imprimer

Saviez-vous que la publication annuelle du Relevé de pensions et d'avantages sociaux destiné aux employés de tous les participants au régime de pension du gouvernement du Canada nécessite jusqu'à 70 tonnes de papier?

Pour économiser du papier et être conforme à la Politique d'achats écologiques (**www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/greening/text/proc/pol-f.html**), TPSGC a ajouté une nouvelle fonction aux applications Web de la rémunération (AWR) permettant aux utilisateurs d'arrêter l'impression de leur relevé annuel. La consultation de ce relevé en ligne devrait permettre d'économiser 6,5 tonnes de papier, et ce, seulement durant la première année.

En décidant de consulter leur relevé annuel en ligne, les utilisateurs économiseront du papier et ils auront accès à des renseignements mis à jour tous les trimestres (en janvier, en avril, en juillet et en octobre) plutôt qu'une fois par année, comme c'est le cas avec le document papier.

Les employés qui ont accès aux AWR peuvent sélectionner l'option « Relevé de prestations de retraite destiné aux employés » de la rubrique « Outils personnalisés » (dans le menu de gauche) pour démarrer le processus. Une fois qu'ils sont inscrits, ils peuvent choisir d'arrêter l'impression de leur relevé annuel et la recommencer en tout temps.

Pour obtenir des renseignements supplémentaires, consultez le portail Votre pension et vos avantages sociaux de fonction publique : **http://pensionetavantages.gc.ca/active-life_event-main-f.html** FA

TPSGC peut aider

Votre ministère ou organisme reçoit-il des demandes...

sur la publication

des marchés du gouvernement ?

MERX est un outil de recherche facile et efficace contenant les offres du gouvernement et permettant aux entreprises d'explorer une large gamme de marchés et de présenter des soumissions.

www.merx.com

English | Contactez-nous
MERX
Téléchargez gratuitement
les documents sur les occasions de marché du gouvernement du Canada
EN SAVOIR PLUS! »
Accédez aux contrats d'exportation pour les États-Unis

TPSGC

Recommandations et rappels linguistiques

Utilisez-vous l'expression à date ?

Consultez la rubrique des recommandations linguistiques du Bureau de la traduction pour obtenir la réponse à cette question et d'autres conseils!

www.bureaudelatraduction.gc.ca

Jupiter Images

Construire un meilleur laboratoire... à l'autre bout du monde

Un réseau d'experts en laboratoire utilise les connaissances et l'expertise communes pour aider la construction d'un laboratoire de confinement biologique au Kirghizistan.

Le Réseau national des experts en laboratoire (RNEL) possède le savoir-faire pour construire des laboratoires spécialisés, même s'ils se trouvent à l'autre bout du monde.

Créé en 2003 par la Direction générale des biens immobiliers de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), le RNEL met en commun les connaissances des employés du Ministère dans les domaines de la conception, de l'exploitation, de l'entretien et de la gestion de laboratoires. Bien qu'il constitue un centre de connaissances destiné aux autres ministères qui entreprennent leur propre projet de laboratoire, le RNEL a également transmis son précieux savoir-faire de par le monde.

En collaboration avec le ministère des Affaires étrangères et Commerce international, le RNEL fournit des services de gestion de projet et de consultation au Kirghizistan (situé en Asie centrale) pour lui permettre de construire un laboratoire de confinement biologique de niveau de biosécurité 3.

La construction de ce laboratoire s'inscrit dans le Programme de partenariat mondial du gouvernement du Canada, une initiative dans le cadre de laquelle les pays du G8 se sont engagés à travailler de concert pour s'attaquer aux fléaux qui menacent la planète, tels que les armes et les agents de destruction massive. Il est prévu que la construction du laboratoire, qui est toujours en cours de planification, se déroulera sur une période de cinq ans.

« Notre objectif consiste à nous assurer que le laboratoire est conçu, construit et équipé selon les normes de l'Organisation mondiale de la Santé, de même qu'à former le personnel afin qu'il puisse exploiter le laboratoire une fois sa construction achevée », explique Dwayne Willmer, directeur national du segment de marché des laboratoires.

Depuis le premier voyage d'une équipe de TPSGC au Kirghizistan, Timothy Ma, gestionnaire de projet et champion du RNEL dans la région de la capitale nationale, est retourné à deux reprises dans ce pays afin d'y étudier les pratiques et les éléments de conception existants.

Le RNEL a accompli quantité de travaux pour de nombreux ministères et organismes gouvernementaux, dont la Gendarmerie royale du Canada, l'Agence de la santé publique du Canada, le Conseil national de recherches du Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Pêches et Océans Canada et Énergie atomique du Canada limitée. En plus de s'être bâti une excellente réputation à l'échelle nationale, le RNEL a établi des liens avec d'autres pays, dont la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, en vue d'échanger des pratiques exemplaires.

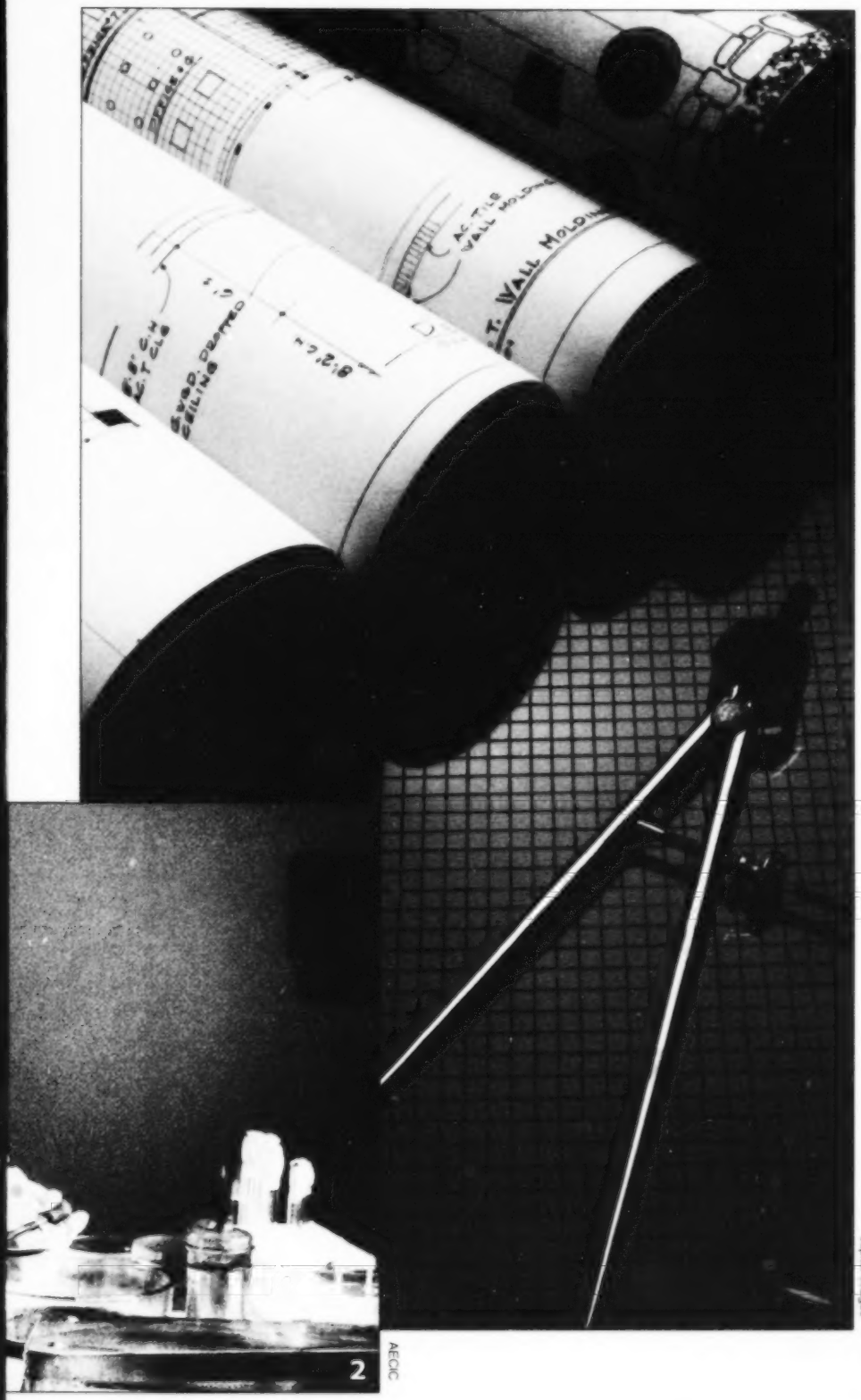
AECIC

(1) Une génération après le démantèlement de l'URSS, des méthodologies et de l'équipement désuets sont communs dans les laboratoires biologiques de l'ensemble de l'ancienne URSS, comme le démontre l'image ci-dessus. (2) Dans plusieurs laboratoires biologiques, les scientifiques et les chercheurs manipulent des pathogènes animaux et humains sans avoir l'équipement de protection approprié. On voit ici des scientifiques qui portent de l'équipement de

« Notre réseau peut faire profiter les autres ministères de ses compétences et de son expertise en ce qui concerne l'architecture et l'ingénierie de leurs projets de laboratoire. Le rôle que nous jouons dans le cadre de ce projet ne prend fin que lorsque nous avons vérifié que le laboratoire respecte les normes que nous nous sommes efforcés d'établir », affirme Timothy Ma.

Le RNEL a également fait équipe avec LabWize, une association éducative à but non lucratif, pour animer une conférence nationale sur les laboratoires d'une durée de deux jours, tenue à Ottawa plus tôt cette année. Les pratiques exemplaires liées à la conception et à l'exploitation des laboratoires, de même qu'à la planification de leurs activités, ont été présentées à 200 participants provenant d'autres ministères fédéraux, d'autres ordres de gouvernement, du secteur privé et du milieu universitaire.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Réseau national des experts en laboratoire, notamment en ce qui a trait aux pratiques exemplaires d'exploitation et aux lignes directrices concernant les laboratoires, veuillez consulter le site suivant : **http://rnel.gc.ca**.



AECIC

AECIC

protection traditionnel qui n'est peut-être pas adéquat. Le RNEL fournit des conseils sur les dernières nouveautés en matière de conception de laboratoire, de procédures et d'équipement connexes pour un nouveau laboratoire au Kirghizistan. (3) Amélioration des installations : le remplacement d'équipement âgé de dizaines d'années par de l'équipement moderne est un élément important pour la biosécurité.

Une solution écologique dans *laquelle investir*

L'approvisionnement écologique aide le gouvernement à alléger les répercussions sur l'environnement.

La valeur annuelle des biens et des services que se procure le gouvernement du Canada s'élève à 21 milliards de dollars. De cette somme, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) achète des produits et services d'une valeur approximative de 13 milliards de dollars pour le compte d'autres ministères et organismes. Grâce à son expertise dans les domaines de l'approvisionnement et de l'élaboration d'offres à commandes concernant des articles courants, le Ministère est pleinement en mesure d'aider l'ensemble des ministères et des organismes à adopter des pratiques d'achats plus écologiques.

En 2006, le Secrétariat du Conseil du Trésor a approuvé la Politique d'achats écologiques. Cette politique a été élaborée par le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales (BEOG) de TPSGC, Environnement Canada et Ressources naturelles Canada. Elle exige que les répercussions environnementales de la planification, de l'acquisition, de l'utilisation, de l'exploitation, de l'entretien et de l'aliénation des biens et des services, ainsi que les coûts correspondants, soient pris en considération de façon appropriée.

Par exemple, lorsqu'ils achètent du mobilier de bureau, les agents des achats prennent en compte les facteurs environnementaux suivants :

- présence de matières recyclées dans les tissus, les métaux et les plastiques;
- durée de la garantie de l'article;
- faibles émissions de produits chimiques (dégagements gazeux);
- emballage minimal;
- engagement des fournisseurs quant au rendement environnemental.

Actuellement, il existe 25 catégories d'offres à commandes obligatoires, qui comportent des critères environnementaux relatifs aux biens et aux services représentant une grande partie des dépenses gouvernementales. Ces biens et ces services comprennent les imprimantes et les services d'impression, les carburants et les lubrifiants, le matériel de technologie de l'information, le mobilier, les fournitures de bureau et les véhicules.

De plus, la Politique d'achats écologiques permet aux ministères d'établir leurs objectifs en fonction de leurs besoins et de leurs habitudes d'approvisionnement.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Politique, veuillez consulter le site Web suivant : **www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/greening/text/proc/pol-f.html.** FA

Le Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales a été créé en avril 2005. Il dirige l'écologisation des opérations gouvernementales et collabore étroitement avec d'autres ministères fédéraux, en particulier le Secrétariat du Conseil du Trésor, Ressources naturelles Canada et Environnement Canada.

Jupiter Images

Besoin de quelque chose?

Vous n'avez qu'à CLIQUER!

Pour se départir des biens excédentaires du gouvernement, les ventes de type eBay ne seront bientôt qu'à un clic de souris.

TPSGC

Tim Eamon se promène dans un entrepôt d'Ottawa rempli d'articles hétéroclites qui, logiquement, ne devraient pas être dans la même pièce. Des meubles de bureau côtoient une sableuse électrique, des bicyclettes, des bijoux, des montres et des cartes de hockey. Dans un coin, quelque chose attire son attention : une guitare basse. Il en joue quelques notes et examine soigneusement le manche. Puis, il se dirige vers une table et remplit un formulaire, en y indiquant le prix qu'il est prêt à payer pour la guitare; après quoi, il dépose le formulaire dans une boîte à enchères verrouillée.

Bienvenue à une vente aux enchères du gouvernement du Canada.

Dirigées par la Distribution des biens de la Couronne (DBC) de Travaux publics et Service gouvernementaux Canada, les enchères se déroulent tous les mois à divers emplacements d'un bout à l'autre du pays. On y offre les biens excédentaires – individuellement ou en lots – de ministères et d'organismes fédéraux, dont toute personne intéressée peut se porter acquéreur. De plus, on y offre plusieurs des biens saisis à la frontière, ainsi que les produits issus de la criminalité qui ont été saisis par la Gendarmerie royale du Canada.

Le déroulement de ces ventes publiques sera bientôt modifié pour les rendre plus accessibles à tous. L'inspiration de la DBC? Le géant des enchères en ligne, eBay.

« Le but est d'utiliser un système d'enchères en ligne, en temps réel, comme cela se fait sur eBay, affirme Robb Flemming, le directeur de la DBC. De nos jours, les acheteurs éventuels doivent se déplacer à l'un des quatre emplacements répartis partout au Canada pour soumettre une offre sur la majorité des produits offerts. »

Le but est d'utiliser un système d'enchères en ligne, en temps réel, comme cela se fait sur eBay.

Jupiter Images

Les ventes fonctionnement actuellement selon un système fermé. Les participants écrivent et soumettent une offre sans savoir à combien s'élèvent les autres offres. À la fin, le soumissionnaire ayant offert le montant le plus élevé gagne l'article.

« J'aime bien les enchères du gouvernement, dit M. Eamon. Cependant, je préfère eBay, car on y voit les montants proposés par les autres personnes. »

À l'heure actuelle, il est seulement possible de visualiser des photos et de lire une description de certains des produits offerts dans le site Web de la DBC. Plus tard cette année, la DBC prévoit inclure tous les articles dans le catalogue en ligne et mettre en œuvre des enchères électroniques. À long terme, le plan vise à faire des ventes ouvertes et les participants pourront soumettre une offre en ligne à plusieurs reprises et consulter le montant des surenchères pour un article précis.

« Les enchères en ligne aideront à accroître la clientèle, puisque les gens n'auront plus à se déplacer aux entrepôts afin de soumettre une offre pour un produit, explique M. Flemming. Les soumissions en ligne signifient plus de clients, ce qui veut dire des ventes plus importantes pour les ministères clients. »

La DBC a pu apprécier la différence que peut faire une enchère en ligne. Il y a quelques années, le gouvernement de la Colombie-Britannique, partenaire de la DBC pour la vente des biens excédentaires de la Couronne dans la Région du Pacifique, a mis en œuvre un système d'enchères en ligne en temps réel, et les recettes ont doublé.

Les boîtes à enchères deviendront chose du passé, mais les clients pourront toujours se présenter aux entrepôts pour voir les articles offerts. Toutefois, au lieu de déposer un formulaire papier dans une boîte, ils pourront soumettre leur offre d'achat par ordinateur.

Pour plus de renseignements sur la Distribution des biens de la Couronne, consultez le **http://biensdelacouronne.tpsgc.gc.ca/main-f.cfm** FA

Les ministères et les organismes gouvernementaux auront le premier choix.

Dès que les enchères en ligne seront pleinement fonctionnelles, la DBC donnera la priorité aux autres ministères du gouvernement. Par l'entremise d'une page Web protégée par un mot de passe, ces derniers seront les premiers à pouvoir visualiser les biens offerts et soumettre une offre d'achat. Cela encouragera la réutilisation des biens excédentaires au sein même du gouvernement. Après quelques jours, les articles invendus seront proposés dans les pages Web accessibles au public.

TPSGC peut aider

Votre ministère ou organisme reçoit-il des demandes...

sur la façon dont le gouvernement se

procure ses produits et services?

Le portail en ligne Accès entreprises Canada donne des renseignements de base sur la façon dont le gouvernement achète ses produits et services, sur les personnes-ressources ainsi que sur la façon dont les entreprises peuvent trouver des possibilités d'affaires.

www.contratscanada.gc.ca
1-800-811-1148

Jupiter Images

Le Pavillon du Canada présent à GLOBE 2008

TPSGC

Le Pavillon du Canada a fait la promotion de plus de 30 programmes et services du gouvernement fédéral au salon professionnel Globe 2008 à Vancouver.

Le Pavillon du Canada de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) était à l'avant-plan lors du salon professionnel GLOBE 2008 à Vancouver. Dix-sept ministères et organismes du gouvernement du Canada étaient présents au Pavillon afin de promouvoir plus de 30 programmes et services auprès d'environ 8 000 visiteurs.

Le salon professionnel et la conférence qui ont eu lieu à la mi-mars ont rassemblé des décideurs du gouvernement, des gens d'affaires et des leaders d'organisations environnementales pour discuter d'enjeux et des solutions connexes. Parmi les dignitaires qui ont assisté à la conférence, on comptait Son Altesse Royale le prince Philippe de Belgique, qui a prononcé le discours d'ouverture.

En plus de coordonner le Pavillon, TPSGC disposait d'un stand pour présenter les nombreux rôles que nous jouons dans l'écologisation des opérations gouvernementales, y compris nos travaux touchant les bâtiments écologiques, la Politique d'achats écologiques et le nettoyage des sites contaminés. Le stand de TPSGC faisait aussi la promotion du Bureau des petites et moyennes entreprises auprès des propriétaires de petites entreprises, et informait les étudiants d'université et les administrateurs de programmes à propos des possibilités de carrières emballantes au sein du Ministère.

Pendant cet événement de trois jours, le Pavillon n'a pas seulement servi de présentoir. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a filmé plusieurs balados vidéos au Pavillon chaque jour, dans le cadre desquels on interviewait des entreprises canadiennes de premier plan pour promouvoir le travail du Service des délégués commerciaux du MAECI.

> Le Pavillon du Canada nous permet d'échanger avec la population canadienne face à face.

D'après le personnel qui occupait les stands du Pavillon, GLOBE a été un franc succès. « Nous avons été en mesure d'avoir de bonnes conversations avec les gens à propos de nos programmes, et nous avons fait des rencontres intéressantes », a déclaré Nancy White, une employée de Transports Canada. Elle était présente à GLOBE pour promouvoir le programme écoMARCHANDISES et le programme de transport urbain de Transports Canada.

M^me^ White a ajouté que le fait de rassembler tous les stands du gouvernement du Canada dans le Pavillon permettait au public de voir qui fait quoi.

Sébastien Fournier, conseiller en environnement au ministère de la Défense nationale (MDN), s'occupait d'un stand qui visait à mettre en évidence les mesures prises par les Forces armées pour écologiser leurs opérations. « Le Pavillon du Canada nous permet d'échanger avec la population canadienne face à face et de mettre l'accent sur l'aspect environnemental des activités du MDN, à la fois dans les bases militaires et dans les secteurs d'entraînement. »

Selon M. Fournier, l'approche clés en main du Pavillon du Canada facilite la participation des ministères. « Le Pavillon offre une grande visibilité, et ses responsables s'occupent pratiquement de tout. Ils assemblent votre présentoir, assurent la livraison de votre matériel et fournissent un incroyable soutien logistique sur place. Tout ce qui vous reste à faire est de trouver le personnel qui s'occupera du stand et de raconter votre histoire aux gens. » FA

En quoi consiste le Pavillon du Canada?

Le Pavillon du Canada s'inscrit dans le cadre du Programme des expositions de TPSGC, qui assure la supervision et la coordination des expositions du gouvernement du Canada. Le Pavillon participe à de grands événements partout au pays pour permettre à ses représentants de parler directement aux Canadiens et pour fournir de l'information sur les programmes et les services du gouvernement du Canada et sur la manière d'y accéder.

Il assure aussi la coordination de la participation interministérielle lors d'expositions et de salons professionnels comme GLOBE. En rassemblant tous les ministères et les organismes participants, le Programme des expositions permet aux visiteurs de trouver plus facilement le service ou le programme qu'ils cherchent. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le **www.expo.gc.ca**, faire parvenir un courriel à exhibitions.expositions@tpsgc.gc.ca ou téléphoner au 613-996-1388.

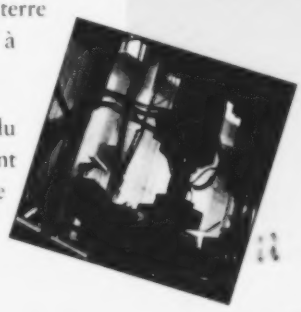
ÇA BRASSE SUR LA COLLINE DU PARLEMENT

DES TESTS PERMETTRAIENT DE PRÉDIRE LES CONSÉQUENCES D'UN PUISSANT TREMBLEMENT DE TERRE SUR LES ÉDIFICES DE LA COLLINE DU PARLEMENT.

Ottawa n'est peut-être pas la première ville qui vient à l'esprit lorsqu'on pense aux tremblements de terre, mais la capitale nationale tremble quelques fois chaque année. Ces faibles secousses suffisent pour que TPSGC, le gardien des édifices du Parlement, s'associe avec plusieurs universités pour déterminer comment la Colline supporterait un tremblement de terre de grande magnitude et de quelle manière solidifier les structures.

Pour l'instant, il existe très peu de données scientifiques concernant l'incidence des tremblements de terre sur les structures de maçonnerie à valeur patrimoniale.

« La réhabilitation des édifices du Parlement est un projet important et nous voulons être certains que nous faisons ce qu'il faut, explique Robert Wright, directeur administratif du projet de restauration des édifices de la Colline du Parlement. C'est pourquoi nous utilisons une méthode fondée sur des faits. » L'étude sur les tremblements de terre fait partie d'un projet à long terme de plus grande envergure qui vise la rénovation des édifices de l'Ouest, de l'Est et du Centre, qui ont été construits entre 1859 et 1927.

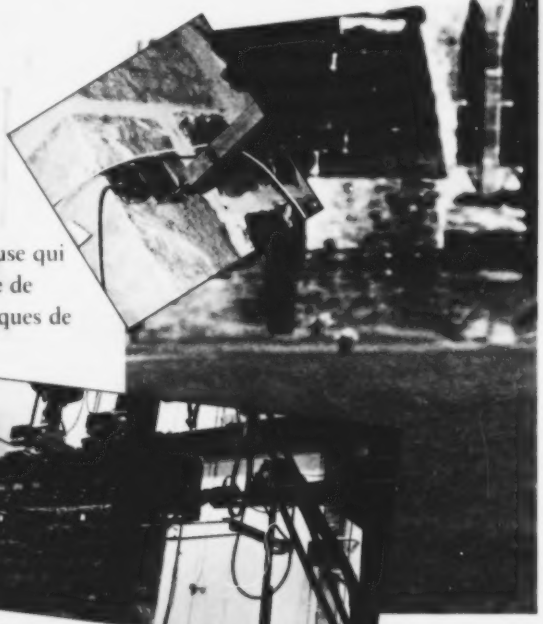


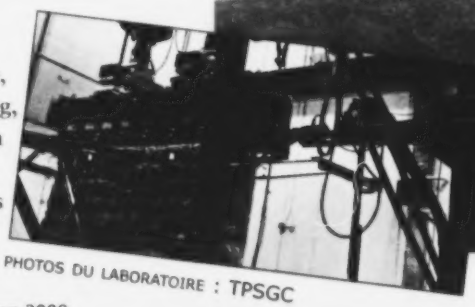
Jupiter Images

> Si nous pouvons apprendre comment de tels édifices se comportent pendant un tremblement de terre, nous saurons quels sont les meilleurs moyens de les protéger.

Grâce aux compétences en recherche et aux ressources de l'Université de l'Alberta, de l'Université du Manitoba et de l'Université de Calgary, l'étude fournira de l'information précieuse qui pourra être utilisée dans le cadre de travaux dans des édifices historiques de partout dans le monde.

« TPSGC n'est pas un organisme de recherche, déclare Jack Vandenberg, directeur de la Direction de la conservation du patrimoine. Grâce à des partenariats, nous avons accès à de l'expertise, à des connaissances et à des ressources que nous n'aurions pas pu obtenir autrement. » Le partenariat a été conclu grâce au réseau de recherche Innovations en structures avec systèmes de détection intégrés, qui réunit des universités, l'industrie, le gouvernement et des organismes sans but lucratif.





PHOTOS DU LABORATOIRE : TPSGC

« Les édifices du Parlement sont très représentatifs des techniques de construction des immeubles de l'époque », fait remarquer M. Vandenberg. Comme on le voyait souvent à l'époque, les murs des édifices du Parlement sont en pierre. Le mur extérieur de grès fait dos à un mur intérieur en calcaire. Une couche de mortier mélangé à du moellon unit les deux murs et les solidifie.

En septembre 2007, pour mettre les murs du Parlement à l'épreuve, des maçons de TPSGC les ont reproduits en utilisant la même technique et les mêmes types de pierres que les maçons qui ont construit les édifices du Parlement.

Un faux tremblement

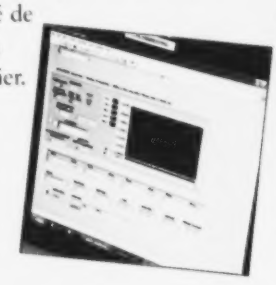
Les murs sont testés dans un laboratoire de l'Université de Calgary. Une grue soulève tout d'abord un mur de 10 pieds sur 5 pieds et le dépose sur une plateforme. Les chercheurs le font ensuite trembler avec la force d'un tremblement de terre de magnitude moyenne, c'est à dire environ dix pour cent de la magnitude des tremblements de terre qui se produisent régulièrement dans la région d'Ottawa.

> Les partenariats ouvrent la porte à de l'expertise, des connaissances et des ressources uniques.

Les capteurs et les jauges soigneusement installés sur le mur mesurent l'incidence du tremblement, et les chercheurs notent les endroits où les fissures commencent à se former. Ces derniers augmentent progressivement la puissance du tremblement jusqu'à ce qu'elle soit égale à la magnitude prévue du plus important tremblement de terre attendu à Ottawa (une fois aux 2 500 ans).

Une deuxième série de tests permettent de confirmer que les murs peuvent toujours supporter un tel choc. « Si les murs peuvent résister aux dommages maximaux d'un tremblement de terre qui se produit une fois tous les 2 500 ans dans la région d'Ottawa, les édifices ne s'effondreront pas », explique M. Nigel Shrive, Ph.D., chercheur responsable du projet et ingénieur à l'Université de Calgary.

L'Université du Manitoba fournit l'expertise et les installations nécessaires à l'assemblage et à l'essai de différents types de pattes à scellement (des pièces qui soutiennent la maçonnerie). Pour sa part, l'Université de l'Alberta teste la solidité du mortier.



Les résultats de l'étude aideront TPSGC à trouver les meilleures manières de protéger les édifices du Parlement et d'autres structures de maçonnerie à valeur patrimoniale. Ils aideront également le Ministère à garantir que les travaux de restauration rendront les édifices conformes aux codes de bâtiment actuels en matière de consolidation.

« Si nous pouvons apprendre comment ce type d'immeuble réagit en cas de tremblement de terre, nous pouvons déterminer la meilleure façon de les préserver », déclare M. Vandenberg.

Les travaux de recherche pourraient contribuer à d'autres travaux que ceux de la Colline puisque le gouvernement fédéral est gardien de centaines d'édifices à valeur patrimoniale dotés de structures de maçonnerie. Les résultats pourraient également servir aux gouvernements de pays européens, où d'innombrables édifices ont été construits de la même façon que les édifices du Parlement.

« Les résultats des travaux de recherche constitueront certainement une importante partie du dialogue international sur la conservation des édifices à valeur patrimoniale », souligne M. Wright.

Des chercheurs examinent la réplique d'un mur après une série de tests.

Les répliques de murs sont construites avec la même pierre que les édifices du Parlement.

Les chercheurs prévoient terminer l'étude d'ici la fin 2008. Les résultats devraient être publiés à l'échelle internationale et dans des publications techniques évaluées par les pairs. FA

Pour obtenir plus de détails concernant les rénovations sur la Colline du Parlement, consultez www.collineduparlement.gc.ca

Nouveau laboratoire, nouvelles possibilités

Grâce à un laboratoire [illegible], les interprètes du Bureau de la traduction reçoivent [illegible] meilleures formations [illegible]

TPSGC / Jupiter Images

Le Bureau de la traduction de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) vient d'accroître ses ressources dans le domaine de la formation grâce à son laboratoire d'interprétation nouvellement rénové à Ottawa. Ce laboratoire servira de centre de formation aux employés et aux nouvelles recrues dans le domaine.

Les installations ont fait l'objet d'une reconfiguration de fond en comble grâce à un nouvel équipement audiovisuel et à l'aménagement de dix cabines d'interprétation insonorisées afin de simuler les conditions de travail, ce qui est essentiel à la formation et au perfectionnement permanent des interprètes.

« Nous oublions parfois à quel point les services d'interprétation du Bureau sont indispensables au bon fonctionnement du Parlement », déclare la présidente-directrice générale du Bureau, Francine Kennedy. Les interprètes parlementaires interprètent en simultané les discours et autres déclarations des sénateurs et des députés afin que l'on puisse comprendre les débats dans les deux langues officielles. Le Bureau de la traduction est le fournisseur exclusif de ces services.

En plus de prêter main-forte aux professionnels aguerris qui perfectionnent leurs compétences, le laboratoire offre aux nouvelles recrues la possibilité de travailler et d'apprendre auprès d'interprètes expérimentés. Cette forme de mentorat constitue un volet important de la stratégie de recrutement et de maintien en poste que le Bureau entretient en vue de l'avenir. D'ici 2011, près du tiers des 1 190 traducteurs, interprètes et terminologues du Bureau seront admissibles à la retraite.

« Nous devons nous assurer, afin de pouvoir relever les défis de l'avenir, que la prochaine génération profite de l'expérience des collègues chevronnés, explique M^me^ Kennedy. L'équipement permettra à ces gens de pratiquer dans des conditions qui ressemblent avec un réalisme à s'y méprendre au milieu de travail dans lequel ils évolueront au cours de leur profession. »

Ce nouveau laboratoire servira également aux examens de promotion interne et aux examens d'accréditation des interprètes du secteur privé désirant travailler à la pige pour le Bureau. FA

Pour de plus amples renseignements sur le Bureau de la traduction, veuillez consulter le site Web suivant : **www.bureaudelatraduction.gc.ca**.

L'interprétation : une profession unique

La barrière des langues constitue un obstacle de taille dans les communications. Ajoutez à cela la complexité des sujets, le ton, le langage corporel et les participants qui s'expriment dans des langues variées, et voilà que les obstacles peuvent parfois sembler insurmontables. C'est alors que l'interprète entre en jeu.

Le rôle de l'interprète ne consiste pas à traduire de façon routinière le moindre des mots. Plutôt que de répéter ce qu'il entend, il doit l'analyser et en extraire le sens. Une éducation bien équilibrée constitue la pierre angulaire, mais il est également important de connaître le sujet dont on parle. Les interprètes doivent également faire preuve d'énormément de tact et, dans le cas de l'interprétation parlementaire, ils doivent comprendre la nature des questions débattues dans l'arène politique.

Au Canada, un interprète à la pige affecté à une conférence commande un tarif variant généralement entre 450 $ à 700 $ par jour. Au gouvernement fédéral, le salaire d'un interprète de conférence qualifié varie entre 58 500 $ et 86 000 $.

Pour de plus amples renseignements sur les emplois au gouvernement, pour des conseils sur la façon de postuler ou pour des renseignements au sujet des programmes, des possibilités d'emploi et des profils des employés de TPSGC, veuillez consulter le site Web suivant : **www.tpsgc.gc.ca/carrieres-careers/index-fra.html**.